

Une activité bancaire solide en 2016

Soutenues par une bancarisation de plus en plus développée à La Réunion, les banques poursuivent leurs transformations : 7 milliards de transactions par carte sont enregistrées en 2016, en hausse de 3,5 %. Les actifs financiers détenus augmentent également de 4,3 %, avec une large préférence pour les liquidités. En 2016, les encours de crédits restent en outre dynamiques, portés essentiellement par les crédits à la consommation des ménages (+ 6,2 %). Les encours de crédits des sociétés non financières augmentent en revanche deux fois moins vite qu'en 2015 (+ 2,4 % en 2016). En parallèle, les banques continuent d'assainir leurs créances douteuses. Le produit net bancaire progresse de 1,1 %.

Service « Études et suivi des établissements de crédit », agence IEDOM de La Réunion

En 2016, la fusion entre la Caisse d'épargne et de prévoyance Provence-Alpes-Corse (Cepac) et la Banque de La Réunion réduit la place bancaire réunionnaise (21 établissements contre 22 en 2015). Les banques profitent de conditions financières exceptionnelles, notamment des taux d'intérêt négatifs. En développant par exemple des métiers de conseil et de contrôle du risque, elles diversifient leurs revenus.

Une poursuite de la bancarisation

L'économie réunionnaise a de plus en plus recours aux banques. Ainsi, plus de cartes de retrait ou de paiement sont en circulation (+ 3,5 % en 2016). Il en résulte 7 milliards d'euros de transaction pour 100 millions d'opérations. La moitié d'entre elles sont des retraits d'espèces, soit deux fois plus qu'en métropole. Les autres transactions correspondent à des paiements par cartes bancaires.

L'encours moyen d'un compte de **dépôt à vue** augmente, passant de 6 110 euros en 2015 à 6 650 en 2016 (*définitions*). Toutefois, le nombre de

comptes diminue pour la première fois à la suite de l'application de la loi Eckert. Elle impose en effet un recensement et un transfert des comptes inactifs à la Caisse des dépôts et consignation (CDC).

Forte augmentation des actifs financiers détenus

En 2016, les actifs financiers des agents économiques réunionnais (ménages, entreprises et administrations), constitués des liquidités et des produits d'**épargne à long terme**, augmentent au même rythme qu'en 2015 (+ 4,3 % après + 4,1 %). Ils s'élèvent à 13,5 milliards d'euros, dont 559 millions d'euros collectés uniquement en 2016. C'est la plus grande collecte d'actifs financiers réalisée depuis 2007.

En lien avec la faible rémunération des produits d'épargne, la préférence des agents économiques pour la liquidité reste marquée. Les dépôts à vue augmentent ainsi de 15,1 % en 2016 (+ 11,7 % en 2015). La croissance est particulièrement forte pour les encours des sociétés non financières

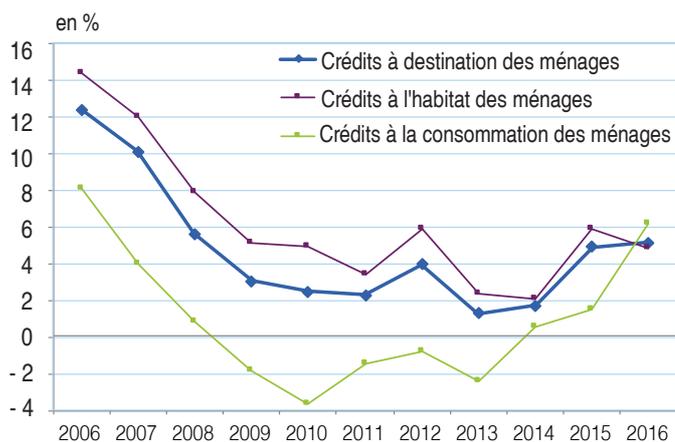
(SNF), en lien avec le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). En revanche, du côté des ménages, l'augmentation des dépôts à vue est moins forte qu'en 2015, ce qui suggère un arbitrage en faveur de la consommation compte tenu de la baisse quasi généralisée des produits de placements.

Croissance des crédits tirée par les ménages

Essentiellement stimulée par les ménages, les encours de crédits continuent de progresser (+ 2,6 %). En effet, les conditions d'emprunts sont toujours attractives en 2016. Ainsi, les encours de crédits souscrits par les ménages augmentent aussi vite en 2016 qu'en 2015 (+ 5,1 % après + 5,0 %), portés par les crédits à la consommation (+ 6,2 % après + 1,4 % en 2015) (figure 1). Les crédits à l'habitat augmentent également fortement (+ 4,9 % après + 5,9 % en 2015).

1 Les crédits à la consommation des ménages augmentent de 6,2 % en 2016

Évolution des encours de crédits des ménages en fin d'année, en glissement annuel



Source : ledom.

Du côté des SNF, les encours de crédits augmentent deux fois moins qu'en 2015 (+ 2,4 % contre + 4,6 %). Ce ralentissement s'explique

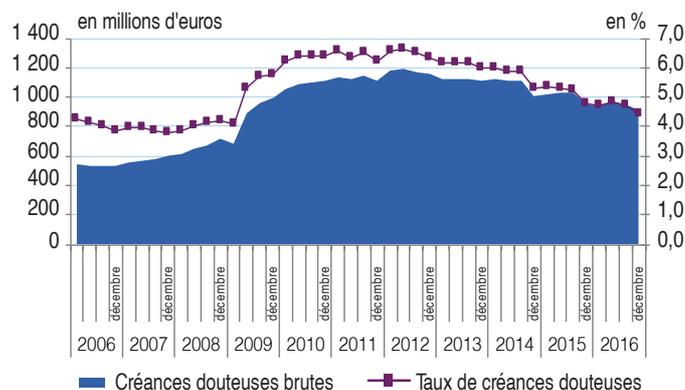
par une baisse des crédits d'exploitation (- 3,2 % contre + 9,5 % en 2015), liée à la hausse des liquidités sur les dépôts à vue et par une moindre croissance des encours à l'habitat (+ 3,0 % contre + 5,0 %), notamment vers les bailleurs sociaux. La croissance des crédits d'investissement reste en revanche solide (+ 4,0 % et + 3,9 % en 2015), tandis que l'encours de crédits aux collectivités locales baisse de 0,4 % (+ 14,6 % en 2015).

Baisse des créances douteuses et rentabilité solide du système bancaire

Les **créances douteuses** continuent de diminuer en 2016 (- 4,6 % en 2016) (figure 2). Depuis 2012, elles ont baissé de 250 millions d'euros. Leur poids s'établit désormais à 4,4 % des encours bruts totaux contre 6,6 % en juin 2012.

2 Les créances douteuses diminuent de 4,6 % en 2016

Évolutions trimestrielles des encours de créances douteuses et de leur poids



Source : ledom.

En 2016, le **résultat net** des banques locales, équivalent au bénéfice, affiche une baisse de 16 % (90 millions d'euros), en raison d'une hausse exceptionnelle des frais généraux. Le **produit net bancaire**, qui correspond à la marge brute dégagée par les banques, progresse de 1,1 % (470,5 millions d'euros). ■